

MISE À JOUR DU PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Malgré les embûches, l'équilibre budgétaire devrait être atteint en 2015-2016

FAITS SAILLANTS

- Comme il est coutume à cette période de l'année, le gouvernement du Québec a publié aujourd'hui sa mise à jour budgétaire. Cette dernière comporte très peu de nouvelles mesures et contient principalement une actualisation des paramètres budgétaires du gouvernement du Québec.
- En dépit de conditions économiques moins favorables, le gouvernement du Québec parvient à maintenir le cap au chapitre de ses objectifs budgétaires. Par exemple, la croissance du PIB réel pour l'année 2015 a été révisée à la baisse, soit de 2,0 % à 1,5 %. Une progression moins rapide des prix a aussi affecté le PIB nominal qui pourrait croître de seulement 2,4 % en 2015 au lieu des 3,8 % prévus lors du dernier budget. Pour 2017, les projections ont aussi été révisées à la baisse, quoique de manière beaucoup plus modeste.
- Le déficit budgétaire pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2015 n'est que de 1,1 G\$, soit près de 1,2 G\$ de moins que ce qui était prévu lors du dernier budget (tableau à la page 2).
- Ce résultat meilleur qu'anticipé s'explique principalement par une croissance plus faible des dépenses de programmes ainsi que par des frais de la dette moins élevés grâce au maintien de taux d'intérêt très bas.
- Le ministère des Finances confirme l'atteinte de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 2015-2016. Les exercices subséquents devraient aussi être à l'équilibre.
- La seule véritable nouvelle annonce de la mise à jour concerne l'octroi d'une somme additionnelle de 80 M\$ par année en éducation. Cette mesure ne sera toutefois pleinement en opération qu'en 2016-2017. Pour l'exercice 2015-2016, le montant additionnel ne sera que de 20 M\$.
- Malgré le retour à l'équilibre budgétaire, la dette brute du gouvernement du Québec continuera à s'accroître au cours des prochaines années en raison des dépenses en immobilisations et de certains placements, prêts et avances. Le ratio de la dette brute par rapport au PIB devrait toutefois diminuer graduellement à compter de l'exercice en cours pour atteindre 50,6 % au 31 mars 2020. Malgré cette amélioration, le Québec demeurera la province la plus endettée au pays.

LE GOUVERNEMENT SEMBLE DISPOSER D'UNE CERTAINE MARGE DE MANŒUVRE

Visiblement, le gouvernement du Québec s'est imposé un contrôle très serré de ses dépenses de programmes, qui n'ont augmenté que de 1,4 % en 2014-2015, soit une progression près de deux fois moins rapide que ce qui était planifié dans le dernier budget. Cela lui a permis de terminer l'exercice avec un déficit budgétaire deux fois moins important que prévu. Dans ces conditions, l'atteinte de l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 semble maintenant pratiquement assurée.

Selon le rapport mensuel des opérations financières publié par le ministère des Finances le 13 novembre, les cinq premiers mois de l'exercice 2015-2016 se sont soldés par un surplus cumulatif de 0,9 G\$. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à pareille date l'an dernier alors qu'un déficit de 0,6 G\$ était répertorié. Bien sûr, ces résultats sont volatils et sujets à certaines modifications, mais force est de constater que le gouvernement du Québec dispose d'une certaine marge de manœuvre. Cela devrait notamment lui permettre d'accélérer la croissance de ses dépenses de programmes, qui pourrait augmenter de 3,0 % en 2015-2016, soit un rythme deux fois plus rapide que ce qui était attendu dans le budget de mars dernier.

Cela dit, le gouvernement du Québec doit demeurer prudent. Même si la croissance économique devrait s'accélérer en 2016, les incertitudes demeurent nombreuses. En outre, il est étonnant de constater que la progression des revenus autonomes n'ait pas davantage souffert de la croissance moins rapide que prévu du PIB nominal en 2015. Est-ce que les effets se feront plus sentir d'ici quelques mois? Ainsi, malgré la présence d'une provision pour éventualités, le maintien de l'équilibre budgétaire pour les prochains exercices est loin d'être garanti, ce qui nécessitera une gestion serrée des finances publiques du Québec. Étant de loin la province la plus endettée, le Québec ne dispose pas de la même latitude au chapitre de son solde budgétaire et ne peut plus se permettre de connaître des déficits structurels.

État sommaire des opérations

En M\$	<i>Réel</i>		<i>Projections</i>			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Revenus autonomes	77 398	80 513	82 989	85 001	87 130	89 482
- Variation (%)	3,6	4,0	3,1	2,4	2,5	2,7
Transferts fédéraux	18 539	19 351	20 130	20 612	20 852	21 424
- Variation (%)	(0,1)	4,4	4,0	2,4	1,2	2,7
Revenus budgétaires totaux	95 937	99 864	103 119	105 613	107 982	110 906
- Variation (%)	2,9	4,1	3,3	2,4	2,2	2,7
Dépenses de programmes	(85 531)	(88 091)	(89 860)	(91 738)	(93 514)	(95 788)
- Variation (%)	1,4	3,0	2,0	2,1	1,9	2,4
Frais de la dette	(10 270)	(10 277)	(10 701)	(10 814)	(11 043)	(11 332)
- Variation (%)	(3,1)	0,1	4,1	1,1	2,1	2,6
Provisions pour éventualités	---	---	(400)	(400)	(400)	(400)
Solde	136	1 496	2 158	2 661	3 025	3 386
Fonds des générations	(1 279)	(1 496)	(2 158)	(2 661)	(3 025)	(3 386)
Solde budgétaire au sens de la Loi	(1 143)	0	0	0	0	0
Dettes brute	203 957	208 498	213 603	215 885	217 741	218 322
- En % du PIB	55,1	55,0	54,6	53,3	52,1	50,6
- Variation (%)	3,1	2,2	2,4	1,1	0,9	0,3
Dettes représentant les déficits cumulés	121 161	119 665	117 507	114 846	111 821	108 435
- En % du PIB	32,7	31,6	30,0	28,4	26,7	25,1
- Variation (%)	(0,6)	(1,2)	(1,8)	(2,3)	(2,6)	(3,0)

Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques